

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: A part le gouvernement libéral, tout le monde se rend parfaitement compte de la situation, surtout les Canadiens qui en font malheureusement les frais.

Examinons les statistiques et comparons-les avec ce qu'avaient promis de faire les libéraux lorsqu'il y a un peu plus d'un an ils ont renversé le gouvernement de l'époque, gouvernement qui était alors conservateur et dont le budget, soit dit en passant, était tout aussi mauvais à notre avis que le budget libéral qui lui a succédé. Qu'ont dit les libéraux dans le cadre du début qui a mené à la chute du gouvernement lors de la campagne électorale? Nous savons que le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Gray) a dit que si les taux d'intérêt augmentaient, il s'en irait. Il a dit qu'il démissionnerait. Il aurait mieux fait de partir parce que les taux d'intérêt n'ont pas manqué d'augmenter.

Le premier ministre (M. Trudeau) avait promis, entre autres, que si les libéraux revenaient à la tête du pays, ils aideraient en premier lieu ceux qui sont le plus dans le besoin. Je ne vais pas passer en revue toutes les promesses libérales parce que, comme je l'ai signalé, elles étaient trop nombreuses, mais ils ont essayé de manifester dans leurs belles paroles un intérêt pour les Canadiens moyens et pauvres. Le premier ministre a dit en deux occasions—et mes collègues et moi-même avons cité ses propos ces derniers jours—que s'il était élu, non seulement les taux d'intérêt ne dépasseraient pas leur niveau d'alors, mais aussi que les libéraux s'efforceraient de les diminuer et favoriseraient une croissance économique au lieu des restrictions dont était responsable le gouvernement conservateur de l'époque.

Quel est le bilan du gouvernement à la suite de ces promesses électorales? Il y a eu tout d'abord le budget d'octobre. Que fait-il? Vise-t-il à aider ceux qui sont le plus dans le besoin? Pas du tout. Le ministre des Finances a dit fièrement qu'il n'annoncerait pas d'augmentations de l'impôt sur le revenu des particuliers. C'est vrai. Il n'y en avait pas dans le budget, mais il y avait des augmentations d'autres impôts qui touchent encore davantage les Canadiens moyens. Il s'agit d'impôts indirects et, dans ce domaine, le budget annonçait toute une série de modifications.

A cause du budget libéral d'octobre, la famille moyenne va devoir dépenser \$500 de plus en manque à gagner familial. Deuxièmement, à cause uniquement de ce budget et de ce que je viens de dire, le Canadien moyen va subir une hausse du coût de la vie, au lieu de la baisse promise par les libéraux. Le budget nous a annoncé une augmentation du chômage, au lieu des programmes qu'il aurait fallu pour le réduire. Au lieu de la stratégie industrielle dont les libéraux nous ont rabâché les oreilles pendant les deux dernières semaines de la campagne électorale quand M. Goldfarb leur eut appris à quel point il était avantageux de parler de politique proprement canadienne et de stratégie industrielle, ce que le pays aurait dû avoir depuis des décennies, nous n'entendons même plus parler de cette stratégie industrielle. En somme, le budget d'octobre a fait du tort aux personnes à revenu moyen et aux pauvres de tous les coins du pays, au lieu de les aider. Au lieu de prévoir une amélioration de la situation économique et humaine de la majorité de nos populations, ce budget a annoncé une aggravation de leur détresse.

La situation économique

J'en viens à cette crise des taux d'intérêt qui depuis quelques semaines se répercute jour après jour sur le Parlement. Et de ce point de vue, le cynisme du parti libéral paraît encore plus flagrant, si c'est possible. Au cours de la campagne électorale, le premier ministre a promis par deux fois au moins une politique d'intérêts proprement canadiens, mais au lieu d'appliquer une pareille politique, au lieu de libérer nos taux d'intérêt de ceux qui sont fixés par nos voisins du Sud, le parti libéral du Canada suit les hauts et les bas du monétarisme à la Milton Friedman qui est appliqué aux États-Unis, et cela exerce les mêmes ravages sur les Canadiens que sur les Américains. Encore une promesse électorale de violée!

Je ne citerai pas de chiffres. Je pourrais parler du nouveau taux, qui, je le répète brise tous les records canadiens, mais je tiens à dire que le taux d'intérêt a une influence directe et profonde sur la vie des Canadiens et des Canadiennes de toutes les régions et de toutes les professions.

Et aujourd'hui-même où nous en parlons à la Chambre des communes il y a des familles en déconfiture, des familles qui doivent perdre leur maison parce qu'elles n'ont pas les moyens de renouveler leur hypothèque, qu'elles ne peuvent pas payer les 17 à 20 p. 100 qui résultent de la politique financière du gouvernement.

Pour nos agriculteurs de l'Ouest et d'ailleurs, ce sont des sommes énormes que la politique d'intérêts élevés appliquée par les libéraux les oblige de payer. Et les jeunes qui voudraient se lancer dans l'agriculture, qui est souvent une profession transmise de père en fils, doivent y renoncer parce que pour lancer une exploitation nouvelle il faut maintenant se charger d'une dette insupportable.

● (2020)

Les pêcheurs de la région de la côte est d'où est originaire le ministre des finances ou de la côte ouest du Canada subissent un fardeau financier insupportable soit pour rembourser leurs bateaux soit dans d'autres domaines de leurs activités. Un nombre record de travailleurs de l'automobile que ce soit au Québec ou en Ontario ou de façon indirecte tous ceux qui travaillent pour les concessionnaires automobiles dans toutes les villes et localités du Canada est en train d'être licencié à cause du taux d'escompte élevé imposé par le gouvernement actuel, car les Canadiens peuvent effectivement reporter d'un an l'achat d'une automobile s'ils ne peuvent en payer les frais de financement et c'est précisément ce qui est en train de se passer.

Il y a ensuite la question du prix de l'alimentation. Les chiffres publiés aujourd'hui montrent une hausse de 15.2 p. 100 sur l'année précédente. Comment le gouvernement actuel réagit-il devant ce genre de données car elles constituent et même de façon encore plus directe à mon avis dans certains des métiers dont je viens de parler, une source de préoccupation immédiate et pressante pour les Canadiens à faibles revenus. Que fait donc le premier ministre quand il est assailli de questions sur le prix des aliments comme il l'est depuis les deux dernières semaines par le parti conservateur et le nôtre? Le premier ministre a eu la brillante idée de conseiller, sur un ton condescendant, aux personnes que cette hausse inadmissible du prix des denrées alimentaires touche le plus qu'elles devaient modifier leurs priorités, ce qui prouve qu'il s'en fiche. Je voudrais bien que le premier ministre parle à un pensionné du centre-ville de Vancouver ou à un travailleur de Halifax